



PLAN LOCAL D'URBANISME D'ONDRES

Annexes

Servitudes d'Utilité Publique (S.U.P.)
Prescriptions d'isolement acoustique
Prise en considération des études LGV-GPSO
Institution de « périmètres d'études »

Annexes sanitaires :

- Adduction d'eau potable
- Collecte et traitement des eaux usées
- Collecte des eaux pluviales
- Élimination des déchets

Périmètres :

- Droit de Préemption Urbain (D.P.U.)
- Droit de Préemption au titre des Espaces Naturels Sensibles (D.P.E.N.S.)

1^{ère} révision approuvée par délibération du conseil communautaire en date du 25 janvier 2006
1^{ère} mise en compatibilité approuvée par arrêté du Préfet en date du 19 décembre 2007
1^{ère} modification approuvée par délibération du conseil communautaire en date du 28 février 2008
1^{ère} mise à jour des annexes approuvée par arrêté du Président en date du 10 janvier 2011
1^{ère} révision simplifiée approuvée par délibération du conseil communautaire en date du 29 juin 2011
2^{ème} modification approuvée par délibération du conseil communautaire en date du 23 novembre 2011
2^{ème} mise en compatibilité approuvée par arrêté du Préfet en date du 27 décembre 2012
3^{ème} modification approuvée par délibération du conseil communautaire en date du 27 novembre 2013
3^{ème} mise en compatibilité approuvée par arrêté du Préfet en date du 29 janvier 2014
2^{ème} mise à jour des annexes constatée par arrêté du Président en date du 5 juin 2014
1^{ère} modification simplifiée approuvée par délibération du conseil communautaire en date du 29 avril 2015
4^{ème} mise en compatibilité approuvée par arrêté du Préfet en date du 23 septembre 2015
4^{ème} modification approuvée par délibération du conseil communautaire en date du 19 avril 2017
5^{ème} modification approuvée par délibération du conseil communautaire en date du 19 juin 2019
3^{ème} mise à jour des annexes constatée par arrêté de la Présidente en date du 1^{er} avril 2022

La commune d'Ondres est concernée par les Servitudes d'Utilité Publique suivantes :

A 1 : Ministère de l'Agriculture

Service des forêts, Office National des Forêts.

Servitudes relatives à la protection des bois et des forêts soumis au régime forestier.

Forêt domaniale soumise au régime forestier.

Forêt communale soumise au régime forestier.

A 4 : Ministère de l'Agriculture

Direction de l'Aménagement, service de l'hydraulique

Servitudes de passage des engins mécaniques d'entretien, de curage et de faucardement pouvant être rendues applicables aux terrains riverains des canaux d'irrigation et émissaires d'assainissement des terres.

Servitudes de libre passage de 4 mètres sur les berges des ruisseaux.

Arrêté préfectoral du 7 mars 1980.

AC 2 : Ministère de la Culture et de la Communication

Servitudes de protection des sites et des monuments naturels.

Site inscrit des Étangs Landais Sud (pour partie).

Arrêté ministériel du 18 septembre 1969.

T 1 : Ministère des transports

Direction des transports terrestres

Servitudes relatives aux chemins de fer.

Ligne Paris - Irun.

Loi du 15 juillet 1845

PREFECTURE DES LANDES

LE PREFET

MONT-DE-MARSAN, le

14 DEC. 1999

**CLASSEMENT SONORE DES INFRASTRUCTURES
DE TRANSPORTS TERRESTRES**

**LE PREFET DES LANDES,
CHEVALIER DE LA LEGION D'HONNEUR,**

VU le code de la construction et de l'habitation, et notamment son article R 111-4-1,
VU la loi n° 92-1444 du 31 décembre 1992 relative à la lutte contre le bruit, et notamment ses articles 13 et 14,
VU le décret n° 95-20 pris pour l'application de l'article L 111-11-1 du code de la construction et de l'habitation et relatif aux caractéristiques acoustiques de certains bâtiments autres que d'habitation et de leurs équipements,
VU le décret n° 95-21 relatif au classement des infrastructures de transports terrestres et modifiant le code de l'urbanisme et le code de la construction et de l'habitation,
VU l'arrêté du 9 janvier 1995 relatif à la limitation du bruit dans les établissements d'enseignement,
VU l'arrêté du 30 mai 1996 relatif aux modalités de classement des infrastructures de transports terrestres et à l'isolement acoustique des bâtiments d'habitation dans les secteurs affectés par le bruit,
VU l'avis favorable du conseil municipal de **ONDRES** en date du 21 septembre 1999,

ARRETE :

Article 1

Les dispositions des articles 2 à 4 de l'arrêté du 30 mai 1996 susvisé sont applicables dans le département des Landes, aux abords du tracé des infrastructures de transports terrestres mentionnées à l'article 2 du présent arrêté et représentées sur le plan joint en annexe.

Article 2

Le tableau suivant donne pour chacun des tronçons d'infrastructures mentionnées, le classement dans une des 5 catégories définies dans l'arrêté du 30 mai 1996 susvisé, la largeur des secteurs affectés par le bruit, ainsi que le type de tissu urbain.

.../...

Nom de l'infrastructure	Délimitation du tronçon	Catégorie de l'infrastructure	Largeur (en mètres) des secteurs affectés par le bruit (1)	Type de tissu (rue en « U » ou tissu ouvert)
SNCF	Labenne à Tarnos	1	300	ouvert
A 63	Labenne à St-Martin-de-Seignanx	1	300	ouvert
RN 10 S	Labenne à Tarnos	3	100	ouvert

(1) La largeur des secteurs affectés par le bruit correspond à la distance mentionnée dans le tableau ci-dessus, comptée de part et d'autre de l'infrastructure :

- pour les infrastructures routières, à partir du bord extérieur de la chaussée la plus proche ;
- pour les infrastructures ferroviaires, à partir du bord du rail extérieur de la voie la plus proche.

Article 3

Les bâtiments à construire dans les secteurs affectés par le bruit mentionnés à l'article 2 doivent présenter un isolement acoustique minimum contre les bruits extérieurs conformément aux décrets 95-20 et 95-21 susvisés.

Pour les bâtiments d'habitation, l'isolement acoustique minimum est déterminé selon les articles 5 et 9 de l'arrêté du 30 mai 1996 susvisé.

Pour les bâtiments d'enseignement, l'isolement acoustique minimum est déterminé selon les articles 5 et 8 de l'arrêté du 9 janvier 1995 susvisé.

Article 4

Le présent arrêté fait l'objet d'une mention au recueil des actes administratifs de l'Etat dans le département, ainsi que dans deux journaux régionaux ou locaux diffusés dans le département.

Article 5

La commune intéressée par le présent arrêté est : **ONDRES**

Article 6

Une copie de cet arrêté doit être affichée à la mairie de la commune visée à l'article 5 pendant un mois au minimum.

Article 7

Le présent arrêté doit être annexé par monsieur le maire de la commune visée à l'article 5 au plan d'occupation des sols.

Les secteurs affectés par le bruit définis à l'article 2 doivent être reportés par monsieur le maire de la commune visée à l'article 5 dans les documents graphiques du plan d'occupation des sols.

Article 8

Ampliation du présent arrêté sera adressé à :

Monsieur le Sous-Préfet de Dax,
Monsieur le maire de la commune visée à l'article 5,
Monsieur le directeur départemental de l'Equipement.

Article 9

Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture, Monsieur le Sous-Préfet de Dax, Monsieur le Maire de la commune visée à l'article 5 et Monsieur le Directeur Départemental de l'Equipement, sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté.

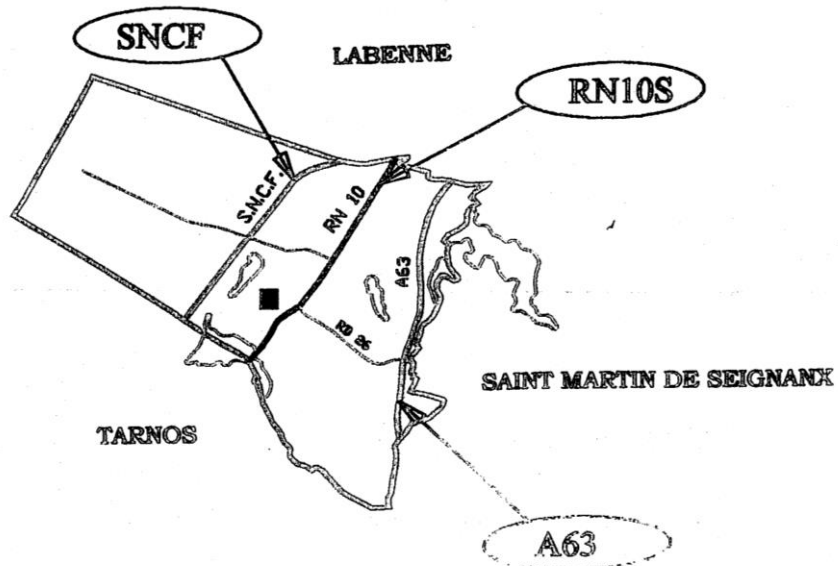
Annexe :
-une carte représentant les infrastructures classées.

LE PREFET

Pour substituer,
le Secrétaire Général

Jean de L'HERMITE

ONDRES



CATEGORIE DE L'INFRASTRUCTURE

- Catégorie 1
- Catégorie 2
- Catégorie 3
- Catégorie 4
- Catégorie 5
- Non classé
- Autre

Infrastructure existante au 31/12/2000
 Infrastructure en A

Echelle: 1/75 000